

7 juin 2018

<https://www.lejsl.com/edition-charolais-brionnais/2018/06/07/l-association-ecologic-action-denonce-l-immobilisme-de-la-region-sur-le-dossier-center-parcs>

L'association EcoLogicAction 71 dénonce "l'immobilisme" de la Région sur le dossier Center Parcs

Les membres de l'association EcoLogicAction 71, qui militent contre le projet de Center Parcs au Rousset, annonce suspendre leur participation aux réunions organisées avec le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté



Lundi, deux recours contre le Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Rousset seront examinés par le Tribunal administratif de Dijon. Des recours qui ont contribué à "mettre en pause" le projet de construction d'un Center Parcs par le groupe Pierre et Vacances.

Toutefois EcoLogicAction 71 ne place pas beaucoup d'espoir dans cet épisode judiciaire contre le projet Center Parcs. " Nous n'avons pas très confiance en la fibre écologique du Tribunal administratif. Pour nous, lundi ce ne sera qu'une simple étape dans ce dossier", estime Annick Bernardin-Pasquet.

Les membres d'EcoLogicAction 71 doutent également de la "vigilance" du Conseil régional de Bourgogne Franche Comté dans ce dossier. La Région qui, officiellement, soutient les projets de parcs à Marizy-Le Rousset et Poligny, compte investir dans les Center Parcs si leur construction est confirmée par Pierre et Vacances.

" La Région fait l'autruche ! "

Ce jeudi, EcoLogicAction 71 a donc fait savoir qu'elle suspendait sa participation aux réunions avec la Région. Eric Daillie, le président, dénonce "l'immobilisme et le mutisme" du Conseil régional. " On nous parle de vigilance sur la question environnementale, sur l'économie ou sur la démocratie, mais ce ne sont que des belles paroles, en réalité rien n'est fait ! La Région fait l'autruche sur ce dossier, Monsieur Ayache, vice-président au tourisme nous a même dit au mois de février que la Région ne dépenserait "pas un centime ou un neurone" tant que les projets n'avanceront pas. C'est une grave erreur !"

Une position d'attente qui ne plait pas à cette association d'opposants : " il faudrait dès maintenant commanditer des études indépendantes, on ne peut pas attendre le début d'une enquête publique. La Région ne cherche aucune information sur les taxes de séjour, les retombées économiques, l'impact sur l'eau. Elle se contente des chiffres fournies par Pierre et Vacances qui est donc juge et partie." "Les élus se contentent des informations données par le promoteur, c'est un peu léger quand on est responsable de l'utilisation d'argent public..." ajoute l'écologiste François Lotteau.

EcoLogicAction dénonce la "parodie d'échange que jouent les représentants de la Région" et suspend donc sa participation à ces réunions. " Nous sommes prêts à revenir autour de la table si la Région fait ce qu'elle a promis : être vigilante et transparente. Elle doit aller chercher et communiquer les informations nécessaires dans un tel de dossier", indique Eric Daillie.

LA RÉGION NE VEUT PAS DÉPENSER DE L'ARGENT POUR UN PROJET QUI POURRAIT ÊTRE ENTERRÉ

Patrick Ayache, vice président au Tourisme de la Région n'est pas très surpris par la position d'Ecologic Action. Mais l'élu tient à clarifier, à nouveau, la position de la Région : « Pierre et Vacances a toujours dit clairement qu'il ne bougerait pas tant que des contentieux seraient en cours. Ses propres études n'ont même pas démarré et le protocole qui les liait à la Région est caduc depuis un peu moins d'un an. Nous, notre position est tout aussi claire : il n'est pas de s'engager dans de nouvelles études tant que nous n'avons pas l'assurance que les projets verront bien le jour. On ne va pas dépenser de l'argent public pour un projet qui pourrait tout aussi bien être enterré » Le vice-président de la Région rappelle : « des études nous en avons déjà réalisées, elles nous ont permis d'identifier des points de vigilances. Si Pierre et Vacances décide de faire les parcs nous vérifierons d'abord s'ils respectent nos exigences. Car nous aussi nous en avons, notamment sur les questions environnementales. Patrick Ayache qui réaffirme la volonté de la Région de voir les Center Parcs se faire note aussi : « Je n'ai aucune certitude à ce jour sur la volonté de Pierre et Vacances de mener le projet à terme même si tous les obstacles étaient levés. »